

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Mai 2023

Chaque voix compte :
NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité
(intitulée "loi sur le climat")

Loi sur le climat, une nouvelle attaque contre l'agriculture.

Page 6



Immigration de masse : choisir judicieusement !

Page 7



Démarrer l'automne électoral sur les chapeaux de roues

Page 10



Devoir payer encore plus?

NON
à la loi sur le gaspillage de l'électricité
Loi fédérale sur le climat LCI

Bulletin de vote pour la votation populaire du 18 juin 2023

Acceptez-vous la loi fédérale du 30 septembre 2022 sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI) ?

Réponse

NON

Torpillons ensemble la dangereuse "loi sur le climat" !

La loi sur le gaspillage de l'électricité aggravera la crise énergétique et fera exploser les coûts. Aidez-nous à faire barrage à cette loi extrême et coûteuse !

Avec le vote sur la loi sur le gaspillage de l'électricité, nous votons sur notre avenir. Nous décidons si nous aurons assez d'électricité. Nous décidons si les prix de l'énergie vont se multiplier. Nous décidons si le Conseil fédéral peut s'immiscer dans la vie de chacun avec des interdictions et des prescriptions.

Cette loi extrême et coûteuse serait une catastrophe pour la Suisse. Nous nous trouvons au milieu d'une crise énergétique et électrique que nous avons nous-mêmes provoquée et maintenant, nous voulons encore l'aggraver ? Non !

Empêcher l'explosion des prix de l'électricité

La loi sur le gaspillage de l'électricité va encore plus loin que la loi sur le CO₂, rejetée par le peuple. Elle conduira à une interdiction de fait de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz. La conduite automobile et le chauffage ne seront plus possibles qu'à l'électricité. Par conséquent, nous aurons besoin de beaucoup plus d'électricité à l'avenir, alors que nous en avons déjà trop peu aujourd'hui.

Avec cette loi, les coûts vont également exploser ; chaque personne en Suisse devra payer jusqu'à 9'600 francs par an pour ses dépenses énergétiques, soit 6'600 francs de plus qu'aujourd'hui. Les revenus ordinaires et les familles ne peuvent pas se le permettre. A cela s'ajoutent la hausse des loyers, les assainissements obligatoires et coûteux des immeubles, l'augmentation des prix des produits de consommation courante.

En clair, la loi sur le gaspillage de l'électricité produira l'effet inverse de ce que ses partisans prétendent. Elle ne renforcera pas la sécurité énergétique, mais la mettra en danger. Elle ne renforcera pas l'économie, mais l'affaiblira. Elle ne sauvera pas la nature, mais la défigurera. C'est pourquoi il faut voter résolument NON le 18 juin !

S'engager pour un avenir sûr et libre

Nous n'y parviendrons que si nous mettons tout en œuvre, ensemble. Je vous demande instamment de parler à vos amis, à vos connaissances et à votre famille des faits concernant la loi sur le gaspillage de l'électricité. Motivez tout le monde à déposer un NON dans les urnes le 18 juin.

Je ponctue mon propos avec un mot sur les élections fédérales de cet automne. L'actualité parle pour nous : immigration de masse, chaos de l'asile, crise énergétique... Mais il faudra un engagement supplémentaire de chaque membre de l'UDC pour que nous puissions éviter un nouveau virage à gauche le 22 octobre et conduire la Suisse vers un avenir sûr et libre. Je vous remercie de tout cœur pour votre engagement !



Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



En vérité, cela pourrait coûter encore plus cher !

Les médias de gauche accusent l'UDC de « demi-vérités » lorsqu'il s'agit des coûts exorbitants pour les consommateurs et l'économie qu'entraînerait l'acceptation de la loi sur le gaspillage de l'électricité le 18 juin 2023. Qu'en est-il, du coup, de l'autre moitié de la vérité ?



par Michael Graber,
Conseiller national et
chef de campagne,
Brig-GLis (VS)

Deux études indépendantes le prouvent : La loi sur le gaspillage de l'électricité entraînerait des coûts exorbitants. Nous devrions entièrement renouveler nos infrastructures et transformer notre pays. Les coûts énergétiques courants ne seraient plus supportables pour une famille de classe moyenne.

contraints de rénover des maisons dans tout le pays, de mettre hors service les chauffages à mazout en état de marche, de passer à une agriculture sans viande et bien d'autres choses encore. Le secteur des transports illustre parfaitement le fait que le remplacement coûteux d'un véhicule n'est pas suffisant. **En raison de l'autonomie réduite des véhicules électriques, les flottes de véhicules des transports publics et du secteur des transports devraient non seulement être remplacées, mais aussi massivement étendues.** De plus, il faudrait mettre en place un réseau dense et coûteux de stations de recharge électrique, sans compter

Chaque mois, l'équivalent d'une prime d'assurance maladie supplémentaire

En outre, une étude de l'EPFZ démontre que les coûts énergétiques augmentent jusqu'à 6'600 francs par personne et par an avec la loi sur le gaspillage de l'électricité. Cette étude part du principe que la Suisse restera indépendante de l'étranger en matière d'approvisionnement énergétique - c'est-à-dire exactement ce que les partisans de la loi propagent comme étant son plus grand avantage ! Pour nous tous, cela voudrait dire qu'en plus de la prime d'assurance maladie, nous recevons chaque mois une facture d'électricité d'un montant au moins équivalent ! Mais contrairement à la prime d'assurance maladie, la facture d'électricité ne serait pas subventionnée.

Deux points importants ne sont toutefois pas pris en compte dans les deux études : D'une part, chacun d'entre nous aura besoin de beaucoup plus d'électricité à l'avenir en raison de la **progression fulgurante de la numérisation**. D'autre part, la consommation d'électricité augmentera encore plus rapidement en raison de la **croissance démographique sans précédent**. Chaque immigré veut pourtant aussi être mobile, se chauffer, etc.



Des coûts ridiculement élevés pour tous

Selon une étude du Boston Consulting Group, nous devrions dépenser au moins 387 milliards de francs pour ce changement de système. Nous serions

les coûts absurdes de l'extension du réseau électrique. **On dépasserait ainsi largement les 400 milliards de francs. Nous devrions tous payer cela, par le biais de nos loyers, charges, intérêts hypothécaires, impôts, taxes ou autres.**

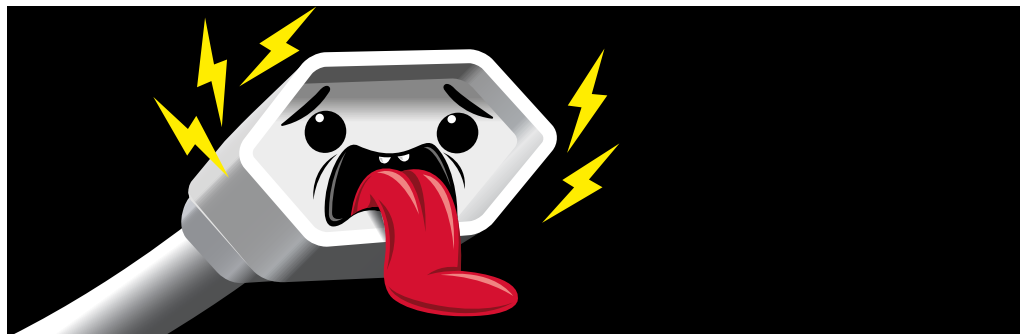
Les deux études ne sont donc en réalité qu'une moitié de la vérité, car à l'avenir, cela pourrait coûter encore plus cher que nous le pensons ! **C'est pourquoi le 18 juin, votons massivement NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité.**

DESIGN FASCINANT

RANGE ROVER
VELAR



Ce que signifie la dangereuse "loi sur le climat" pour nous...



En tant qu'automobilistes et pendulaires :

La conduite, pour aller au travail ou autre, ne sera plus possible qu'à l'électricité. Or, les voitures électriques coûtent cher et l'électricité pour les alimenter aussi. Les transports publics sont quant à eux déjà saturés aux heures de pointe !

En tant qu'artisans et commerçants :

L'explosion des coûts de l'énergie sera un véritable coup de massue pour de nombreux commerçants et artisans. Aujourd'hui déjà, les coûts ont été multipliés par dix, par endroits. Avec la mise en œuvre de toutes les mesures et interdictions prévues par la nouvelle loi ainsi que l'augmentation de la bureaucratie, les entreprises seront durement affectées et les prix pour les consommateurs grimperont inéluctablement.

En tant que familles et revenus ordinaires :

La loi engendrera une augmentation des coûts de l'énergie de 6'600 francs. Concrètement, les coûts passeront de 3'000 francs aujourd'hui, en moyenne, à 9'600 francs par personne et par an ! Les loyers et la propriété deviendront inaccessibles pour nombre de personnes aux revenus déjà modestes. Voyager ou conduire deviendra un luxe réservé aux riches, les familles et la classe moyenne ne pouvant plus se le permettre.

En tant que locataires :

Aujourd'hui déjà, beaucoup de locataires font face à une augmentation massive des loyers et des charges. A cause des rénovations coûteuses imposées par la nouvelle loi, les loyers prendront encore l'ascenseur. Il restera encore moins d'argent pour vivre et nombre de locataires ne travailleront bientôt plus que pour pouvoir payer leur loyer.

En tant que personnes âgées :

La loi sur le gaspillage de l'électricité rendra les coûts de la vie et du logement encore plus inabornables pour les Seniors. Les personnes qui parmi eux vivent dans des maisons chauffées au mazout ou au gaz devront s'attendre à être contraintes à des rénovations totales et inabornables. Cette loi déloge les personnes âgées !



PEUGEOT

NOUVELLE 408

PLUG-IN HYBRID

**UNE OFFRE Digne d'un Lion :
Avec un Leasing à 1,99% dès
CHF 369.-/M.**

Jusqu'à 64 km d'autonomie purement électrique,
PEUGEOT i-Cockpit® 3D, conduite semi-autonome





Offres réservées aux clients particuliers sur le modèle PEUGEOT 408 dans le réseau PEUGEOT Suisse participant en cas de signature du contrat jusqu'au 30.06.2023. Prix TTC. Sous réserve de modification des prix. Visuel non contractuel. Exemple de leasing: PEUGEOT 408 Allure Plug-in Hybrid 180, prix catalogue CHF 48'100.-; prix de vente recommandé après déduction de toutes les remises CHF 46'600.-; apport CHF 9'320.-; mensualité CHF 369.- TVA incluse, valeur résiduelle CHF 22'784.-; taux d'intérêt annuel effectif 2,01%. Durée du leasing 48 mois, kilométrage annuel 10'000km. Offre seulement en relation avec une assurance mensualité (chômage, incapacité de gain) SECUREyou+ à CHF 16'40 par mois. Conditions de leasing sous réserve d'acceptation par Santander Consumer Finance Schweiz AG, Schlieren. La conclusion d'un contrat de leasing est irrévocable si elle entraîne le surendettement du preneur de leasing. Exemple de calcul pour un particulier. Véhicule illustré : Nouvelle PEUGEOT 408 GT HYBRID 180 e-EAT8, émissions de CO₂ (cycle mixte WLTP): 30 g/km, consommation (cycle mixte WLTP): 1.3 l/100 km et 15.4 kWh/100 km, classe d'efficacité énergétique: B.

Explosion du prix des transports

La loi sur le gaspillage de l'électricité aura des conséquences fatales pour l'artisanat et l'industrie des transports.



par Stefanie Heimgartner,
Conseillère nationale et
entrepreneuse dans le
domaine des transports,
Baden (AG)

Les artisans sont tributaires de leurs véhicules. Les familles, surtout dans les zones rurales, dépendent de leur voiture. La plupart des biens de consommation courante et des matières premières continuent d'être transportés par la route. Malgré tout, la loi sur le gaspillage de l'électricité veut interdire les moteurs à essence et diesel et contraindre l'industrie du transport à acheter des véhicules dotés de modes de propulsion alternatifs. Nous ne pouvons toutefois par nous le permettre. En effet, un camion électrique coûte environ trois fois plus cher qu'un camion diesel. Par conséquent, des coûts de transport plus élevés menacent de

nombreux emplois dans l'industrie du transport et conduiront à une hausse massive (et fatale !) des prix des biens de consommation courante. De nombreuses familles sombreront dans la pauvreté. Notre prospérité est gravement menacée.



La Stratégie énergétique 2050... sans stratégie

Tout cela dans le but de satisfaire des utopies idéologiques du centre-gauche ; alors que le Conseil fédéral nous demande d'économiser de l'électricité et de prendre des douches à deux, nous devons convertir notre mobilité à l'électricité. De plus, il n'existe aucun plan pour répondre à la demande croissante d'électricité, bien au contraire : la Stratégie énergétique 2050, qui a échoué, nous oblige même à fermer nos centrales nucléaires. Nos efforts d'économie n'exerceront aucune influence sur le climat mondial, la Suisse émettant autant de CO₂ en un an que la Chine en un seul jour !

Le 18 juin, votez NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité ! (intitulée "loi sur le climat")

Loi sur le climat, une nouvelle attaque contre l'agriculture.

Portée par les mêmes milieux qui avaient soutenu les initiatives phytosanitaires et contre l'élevage intensif, cette loi est un nouvel affront pour l'agriculture et les acteurs du secteur alimentaire.



par Jacques Nicolet,
agriculteur et Conseiller
national, Lignerolle (VD)

La Loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat et de l'innovation exige que les émissions de gaz à effet de serre soient ramenées à zéro d'ici 2050. Inévitablement cela nous conduira à

l'interdiction de l'utilisation de carburants et combustibles fossiles, tels que le diesel et l'essence, l'huile et le mazout de chauffage ou le gaz.

De nombreuses entreprises actives dans l'agriculture, dans la production et dans la transformation alimentaire, utilisent des carburants fossiles quotidiennement pour leurs activités. L'obligation pour ces entreprises de réduire de 90% les émissions CO₂, engendrera d'énormes conséquences économiques, conduisant à la délocalisation d'activités et entraînant des pertes d'emplois.

Augmenter encore la part d'importations ?

L'application de cette loi va accentuer l'importation de denrées alimentaires, sanctionnant lourdement les acteurs qui assurent à nos habitants des denrées alimentaires indigènes de qualité et de proximité. C'est donc l'ensemble de la population Suisse, de la fourche à la fourchette, qui va payer le prix de cette loi sur le climat.

Mieux que d'interdire les énergies fossiles, il est prioritaire de renforcer notre production énergétique. Votez NON le 18 juin.

Immigration de masse : choisir judicieusement !

Seuls ceux qui votent UDC votent dans l'intérêt des deux tiers des Suisses.



par Thomas Matter,
entrepreneur et
Conseiller national,
Meilen (ZH)

Selon un sondage Tamedia, près de deux tiers des Suisses se prononcent en faveur d'une limitation de l'immigration. L'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse avait déjà été acceptée par une majorité de la population en 2014. Mais en

raison d'une violation effrontée de la Constitution par le Parlement de centre-gauche, la volonté populaire n'a pas été appliquée. Le peuple n'a toutefois pas changé d'avis sur cette question, comme le montrent clairement les sondages actuels.

Les habitants de notre pays souhaitent dans leur grande majorité que quelque chose soit enfin fait sur la question de l'immigration. Avec son initiative pour le développement durable, l'UDC montre une voie à suivre pour éviter une Suisse à 10 millions d'habitants, afin que nos infrastruc-

tures ne soient pas encore plus sollicitées, que notre beau pays ne soit pas encore plus bétonné, que notre habitat et notre électricité restent abordables.

Nous devons toutefois être attentifs : La gauche rose-verte et les Vert'libéraux combattent les tentatives de limitation de l'immigration avec autant de vigueur que Le Centre et le PLR car pour eux, les besoins de l'Union européenne sont plus importants que les besoins de leur propre population.

En votant pour l'un de ces partis lors des élections fédérales du 22 octobre, on peut être sûr que l'immigration se poursuivra sans fin. En revanche, ceux qui voteront pour l'UDC pourront être convaincus que les intérêts suisses seront à nouveau au centre des préoccupations, et non plus ceux de l'étranger.



Elections fédérales 2023

Nous faisons le portrait de
candidates et de candidats de
toute la Suisse, de toutes les

Nom : **Eveline Bachmann**

Profession : Agricultrice

Lieu : Frauenfeld, TG

Hobbys : Pompiers, sport,
engagement associatif

Ce pour quoi je m'engage :

Pour la tradition et le progrès, du fond du
cœur, votre agricultrice.



Nom : **Richard Aschberger**

Profession : Entrepreneur

Lieu : Grenchen, SO

Hobbys : Auto, moto, vélo de course

Ce pour quoi je m'engage :

Une mobilité libre pour des citoyens libres !



Nom : **Marcel Dettling**

Profession : agriculteur

Lieu : Oberiberg, SZ

Hobbys : ski, jass

Ce pour quoi je m'engage :

Reprenons notre Suisse !



Nom : **Roger Bachmann**

Profession : Président de municipalité

Lieu : Dietikon, ZH

Hobbys : famille, lecture, sport

Ce pour quoi je m'engage :

Pour plus de liberté et de
responsabilité individuelle !

**professions et toutes les générations,
proches du terrain et des citoyens.
Nous sommes le parti du peuple.**

Nom : **Emmylou Ziehli-Maillard**
Profession : Planificatrice opérationnelle
Lieu : Palézieux-Village VD
Hobbys : Randonnée, CrossFit, écriture

Nom : **Fränzi Keiser**
Profession : pédagogue
Lieu : Baar, ZG
Hobbys : Velo, montagne, voyage, culture

Ce pour quoi je m'engage :
Pour une Suisse indépendante
et neutre.



Invitation au



26 août 2023
Swiss Life Arena

Nous sommes le parti du peuple

Swiss Life Arena – on arrive !

C'est dans le stade de hockey le plus récent et moderne de Suisse, la Swiss Life Arena du ZSC à Zurich, **que nous célébrerons le coup d'envoi des élections fédérales 2023.** Aucun autre parti n'est aussi diversifié que l'UDC. Aucun autre parti n'incarne les valeurs et les traditions suisses de manière aussi cohérente que l'UDC. D'est en ouest, du nord au sud, toute la Suisse est représentée par l'UDC : **Nous sommes le parti du peuple.**

Le coup d'envoi de l'élection sera l'occasion de présenter différents spectacles régionaux et spéciaux et des animations pour les enfants seront organisées. Bien entendu, les déclarations politiques seront aussi de la partie ; nous aurons la chance d'avoir les conseillers nationaux et les conseillers aux Etats de l'UDC, le président du parti Marco Chiesa et également les conseillers fédéraux UDC actifs et anciens **Guy Parmelin, Albert Rösti, Ueli Maurer, Christoph Blocher et Adolf Ogi** ainsi que les constructeurs du stade Walter Frey, Peter Spuhler et Rolf Dörig.

Un coup d'envoi électoral de cette ampleur est une première dans un stade en Suisse. Ce lieu convient parfaitement à l'UDC et à notre politique. Le hockey sur glace est un sport d'équipe et les joueurs sont robustes et déterminés, comme nous à l'UDC. Les hockeyeurs sont des gagnants, comme nous à l'UDC. Nous comptons sur la participation d'un nombre record de membres et de sympathisants, familles comprises, lors du coup d'envoi des élections. **On compte sur toi !**

Thème : Nous sommes le parti du peuple ! Rejoins-nous !

Lieu : Swiss Life Arena, Zürich-Altstetten

Date : samedi 26 août 2023

Heure : 10h30 bis 14h30

Entrée : gratuite

Inscription : obligatoire, sur www.svp.ch/wahlaufakt

Programme : prochainement sur www.udc.ch



Avec de l'engagement et le bon message, nous gagnerons les élections

Le brillant résultat d'Esther Friedli lors des élections au Conseil des Etats à Saint-Gall nous motive à nous battre encore plus pour une victoire en automne.



Par Marcel Dettling,
Conseiller national et
chef de campagne,
Oberiberg (SZ)

Nous avançons à grands pas vers le jour des élections. Le 22 octobre, nous déciderons de l'avenir de notre pays. Les partisans de l'abolition de la Suisse, de gauche comme de droite, doivent-ils continuer à conduire le pays dans le mur ou pouvons-nous enfin inverser la tendance ? Les résultats des cantons de Lucerne, du Tessin et de Genève vont

dans la bonne direction. Le brillant résultat d'Esther Friedli, nouvelle Conseillère aux Etats de Saint-Gall, nous motive à travailler encore plus jusqu'au 22 octobre. Son exemple montre qu'un engagement supérieur à la moyenne mène finalement à la victoire. Nous devons tous nous le mettre dans la tête. Ce n'est pas la belle tête de l'individu qui compte, mais le message et surtout l'engagement.

Et cela vaut la peine de se battre pour notre Suisse. Seule l'UDC lutte contre la submersion de la Suisse par de faux demandeurs d'asile. Si l'on en croit la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, il faudrait même ac-

cueillir encore plus de migrants économiques en Suisse. Arrêtons cette folie. Car il y en a trop et ce sont ne sont pas les bonnes personnes qui arrivent.

Coup d'envoi des élections dans la Swiss-Life-Arena à Zurich

Nous lancerons les élections le 26 août à la Swiss-Life Arena de Zurich. Un lieu à l'image de l'UDC, car le hockey sur glace est un sport d'équipe dans lequel on se bat durement pour gagner. Les joueurs sont robustes et chacun se bat pour l'autre. Réjouissons-nous d'un début d'élection combatif à Zurich.

Proches des citoyens et présents sur le terrain, pour démarrer l'automne électoral sur les chapeaux de roues

Le 30 avril, j'ai été élue au Conseil des Etats pour le canton de Saint-Gall. Ce gain de siège est historique. Ma campagne électorale a été marquée par des échanges réels et quotidiens avec la population, conformément à ma devise : garder les pieds sur terre et être proche des citoyens.

Au terme d'une longue campagne électorale à deux tours, j'ai été élue le 30 avril au Conseil des Etats. Ce gain de siège est historique pour l'UDC Saint-galloise : 31 ans après notre fondation, nous avons réussi à gagner un siège. Nous pouvons, en tant que parti ayant le plus d'électeurs dans le canton, faire valoir nos préoccupations en termes de liberté et de sécurité à Berne. Ma victoire électorale est également historique pour l'UDC Suisse : pour la première fois, une femme UDC a été élue au Conseil des Etats.



Prendre de l'élan et de la motivation pour les élections de l'automne

Ma campagne électorale a été marquée par de nombreuses manifestations publiques et un affichage sauvage bien visible sur tout le territoire, complétée par une large alliance de droite. La campagne a clairement montré que même en 2023, les élections ne se gagnent pas en ligne, mais que le contact réel avec la population est nécessaire chaque jour. Nous devons maintenant utiliser l'élan pour les élections de cet automne. Etre motivés et engagés chaque jour sur le terrain. C'est cela être proche des citoyens, c'est cela être UDC.

La Conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider gaspille des milliards pour des faux demandeurs d'asile

Au lieu de mettre enfin un terme à l'immigration des migrants économiques, le Conseil fédéral demande un crédit supplémentaire d'environ 133 millions pour la construction de lotissements-conteneurs. Pourtant, la Confédération a déjà budgété 4 milliards dans le domaine de l'asile pour 2023. Arrêtons cette folie !



par Martina Bircher,
Conseillère nationale,
Aargau (AG)

L'année dernière, 24'000 personnes ont déposé une demande d'asile en Suisse. Cette année, ce chiffre pourrait même atteindre 40'000 personnes. A cela s'ajoutent encore les 70'000 Ukrainiens avec un statut de protection S. L'accord de Dublin ne fonctionne pas du tout, l'Italie ne reprend plus ses demandeurs d'asile. La plupart des demandes sont certes rejetées en Suisse, mais pratiquement tout le monde peut rester. En effet, la Confédération distribue généreusement le titre « d'admission provisoire ».

Derrière cette appellation trompeuse se cache en vérité un droit de séjour définitif.

Ainsi, en 10 ans, la Confédération n'a annulé que 112 admissions provisoires ! Dans le même temps, de nombreux pays refusent tout rapatriement et nous leur fournissons encore une aide au développement. L'admission provisoire est garantie pour les Syriens, les Afghans, les Iraniens et bien d'autres. La plupart des demandeurs d'asile reçoivent une aide sociale à vie, bénéficient de notre système de santé et peuvent faire ce qu'ils veulent dans notre pays. L'expulsion n'est jamais effective dans leur cas, même s'ils ont commis des délits, de meurtre, de viol ou de maltraitance d'enfants.

Trop viennent et pas les bons

La conseillère fédérale en charge du dossier, Elisabeth Baume-Schneider, affirme quant à elle le plus sérieusement du monde que notre système d'asile est un succès. Ce

sont les « bons » qui arrivent. Elle justifie cela par le taux de protection record de 60% et ne veut manifestement pas comprendre la différence entre le taux de reconnaissance (réfugiés reconnus) et le taux de protection (demandes d'asile rejetées, mais pas de renvoi).

Les communes doivent alors faire les frais d'une politique aveugle à la réalité. Elles se défendent à juste titre, comme la ville argovienne de Wildegg, contre un nombre croissant de demandeurs d'asile. **La pratique montre que trop viennent et pas les bons.** Madame la conseillère fédérale Baume-Schneider, il est grand temps d'agir !



**Interdire
les voitures
à essence ?**

NON
à la loi sur le gaspillage
de l'électricité

Loi fédérale sur le climat LCI

 QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

**GARDONS
L'ARGENT
EN SUISSE**

OUI

à
l'imposition minimale
OCDE pour les entre-
prises multinationales

reforme-ocde-oui.ch

Les cantons profitent de la réforme de l'OCDE

Le 18 juin, nous voterons sur l'imposition minimale des multinationales. Ce projet demande que toutes les multinationales établies dans les pays de l'OCDE paient un impôt minimal de 15%. En Suisse, les cantons profiteront d'une acceptation de la réforme.



par Céline Amaudruz,
présidente UDC Genève,
conseillère nationale,
Vandoeuvres (GE)

La numérisation de la société et donc l'accessibilité en Suisse de services proposés par des entreprises qui se trouvent à l'autre bout du monde a rendu nécessaire une réforme coordonnée entre les Etats membre de l'OCDE, dont notre pays.

Le compromis fédéraliste du Parlement

Au Parlement fédéral, l'unanimité des partis a soutenu la réforme de l'OCDE. Le débat n'a porté que sur la répartition des excédants fiscaux induits par la nouvelle loi. Par exemple, les cantons de Genève et Vaud appliquent actuellement un taux de 14% qui passera donc à 15% (pour les multinationales uniquement, les PME restent à 14%). Le compromis du Parlement ne concerne donc que le 1% supplémentaire généré par la réforme.

Sur l'ensemble de la Suisse, cet excédent est estimé – selon les années – entre 1 et 2.5 milliards de francs. Le compromis fixé dit que 25% de la somme fiscale gagnée par la Suisse grâce à la réforme de l'OCDE ira dans les caisses de la Confédération tandis que 75% iront dans les caisses cantonales.

Cette manne supplémentaire sera la bienvenue dans les cantons. Par exemple, elle pourrait permettre de soulager la fiscalité des personnes physiques et de renforcer le pouvoir d'achat de la population. C'est pourquoi je voterai OUI le 18 juin.

DE LA SUISSE. POUR LA SUISSE. PUBLICITÉ ÉLECTORALE DE FLYERLINE.

- Production suisse 100% neutre pour le climat
- Délais de livraison rapides (également livraison express)
- Plusieurs adresses possibles par commande
- Frais de port gratuits à partir de CHF 100
- Services graphiques



Bâches / Bannières
Robustes et voyantes



Affiches en papier – dans tous
les formats pour les panneaux
d'affichage.



Affiches d'extérieur ECO
Respectueux de l'environnement
et durable



Affiche légère tous temps®
Freeform – disponible dans
toutes les formes souhaitées.



Découvrir maintenant sur flyerline.ch/publicite-electorale



Tous nos produits sont
Climatiquement neutres
ClimatePartner

imprimé en
suisse

flyerline.ch
Plus qu'une imprimerie en ligne

Pas de chèque en blanc supplémentaire pour le Conseil fédéral !

Trois ans d'état d'urgence, ça suffit ! Le prolongement de la loi Covid est inutile et antidémocratique. Voilà pourquoi l'UDC et tous les amoureux de la liberté disent NON à cette loi.



par Roland Rino Büchel,
Conseiller national et
entrepreneur,
Oberriet (SG)

Un régime de droit d'urgence du Conseil fédéral jusqu'à l'été suivant est extrêmement dangereux. **En effet, nous savons par expérience où mène la toute-puissance du Conseil fédéral : à la division de la société, aux difficultés financières ainsi qu'aux prescriptions et interdictions arbitraires.** Il est temps

que nous, les citoyens, reprenions nos droits fondamentaux.

Tous les arguments pro-Covid des votes précédents ont été balayés : les aides financières ont pris fin et les certificats inutiles, dont le droit d'existence reposait de toute façon sur des « vérités » douteuses, ne sont même plus nécessaires pour les voyages à l'étranger.

Pourtant, le centre-gauche a une fois de plus fait fi des droits populaires. En décembre dernier, cette majorité parlementaire, qui méprise les citoyens, a décidé de prolonger les bases légales du

régime d'urgence du Conseil fédéral. Ainsi, ce dernier peut à nouveau prendre des mesures hautement discriminatoires à tout moment.

Nous, les électeurs, devons veiller à ce que les assoiffés de pouvoir dans la Berne fédérale ne perdent pas soudainement les pédales. Comment faire ? En votant NON à cette atteinte massive aux droits fondamentaux des citoyens de notre pays en matière de liberté et de démocratie, et donc en votant NON à la prolongation de la loi Covid le 18 juin.



CITROËN

CITROËN C3 ET C3 AIRCROSS

dès **139.-** /mois
CHF

citroen.ch

Offres valables sur les véhicules vendus du 1.05. au 30.06.2023. Offres réservées aux clients particuliers, dans le réseau de concessionnaires participant. Conditions de leasing sous réserve d'acceptation par Santander Consumer Finance Schweiz AG, Schlieren. La conclusion d'un contrat de leasing est irrévocable si elle entraîne le surendettement du preneur de leasing. Exemple de calcul pour un particulier. Prix de vente conseillés incluant la TVA. Exemple de leasing: Citroën C3 PureTech 83ch Youl, prix catalogue 19'890 CHF; prix de vente recommandé après déduction de toutes les remises 16'990 CHF; apport 3'512 CHF; mensualité 139 CHF TVA incluse, valeur résiduelle 8'426 CHF; taux d'intérêt annuel effectif 3.07%. Durée du leasing 48 mois, kilométrage annuel 10'000 km. Offre seulement en relation avec une assurance mensualité (chômage, incapacité de gain) SECURE4you+ à 6.20 CHF/mois. Modèle présenté: Citroën C3 PureTech 83ch Swiss Edition+, prix catalogue 25'650 CHF; Garantie 5 ans/100'000 km (au premier terme éché) offerte; Consommation totale 5.7 l/100 km; émissions de CO₂ 128 g/km; catégorie d'efficacité énergétique C. AC Automobile Schweiz AG se réserve le droit de modifier sans préavis les données techniques, les équipements et les prix. Exemple de leasing: Citroën C3 Aircross PureTech 110ch Swiss Edition+, prix catalogue 28'500 CHF; prix de vente recommandé après déduction de toutes les remises 22'490 CHF; apport 4'035 CHF; mensualité 185 CHF TVA incluse, valeur résiduelle 11'798 CHF; taux d'intérêt annuel effectif 3.07%. Durée du leasing 48 mois, kilométrage annuel 10'000 km. Offre seulement en relation avec une assurance mensualité (chômage, incapacité de gain) SECURE4you+ à 8.20 CHF/mois. Modèle présenté: Citroën C3 Aircross PureTech 130ch EAT6 Shine Pack, prix catalogue 34'500 CHF; Garantie 5 ans/100'000 km (au premier terme éché) offerte; Consommation totale 6.9 l/100 km; émissions de CO₂ 156 g/km; catégorie d'efficacité énergétique D. AC Automobile Schweiz AG se réserve le droit de modifier sans préavis les données techniques, les équipements et les prix.

Pour assurer l'avenir : votez NON !



PARTICIPEZ MAINTENANT !

Commandez en quelques clics la distribution
des prospectus de vote dans une ou plusieurs
localités de votre choix.

Payez en ligne ou sous forme de facture papier les frais d'envoi
(les frais d'impression sont pris en charge par le parti). Quelques jours plus tard, les flyers sont déjà dans
toutes les boîtes aux lettres - même celles avec des « autocollants stop publicité ».

Le 18 juin :
LOI SUR LE GASPILLAGE DE L'ÉLECTRICITÉ

NON

LOI SUR LE CLIMAT LCI

1

SCAN

2

recommandéespartielles

panier

1 numéros postaux218 boîtes à lettresCHF 56,77

Vider le panierProcéder à la commande

Rechercher par NPA / Localité / District / Canton

vue en listevue de la carte

Localité trop chère ? Partaillez à plusieurs, voir plus ici...

localités recommandées par le comité pour cette campagne (Bleul... ou comment utiliser l'argent de votre parrainage le plus efficacement possible.

Ajouter toutes les villes trouvées au panier

1.) 1029 Villars-Ste-Croix547 boîtes à lettresCHF 142,44

2.) 1030 Bussigny5'164 boîtes à lettresCHF 1'177,84

3.) 1031 Mex VD361 boîtes à lettresCHF 94,00

3

la facturation

adresse / association

situation*Madame

titre

prénom* Susanne

nom* Exemple

adresse*Rue du lac 3

numéro postal*1000

seu*Lausanne

paiement

Bezahlmethode*

- facture
- PostFinance-e-finance
- PostFinance Card
- Carte de crédit/débit
- TWINT

protection des données personnelles

- lettre de remerciement
- attestation destinée aux autorités fiscales
- contact

commande

1035 Roumiers238 boîtes à lettresCHF 56,77

total des codes postaux238 boîtes à lettresCHF 56,77

Je soutiens cette action en arrondissant au montant deCHF0

Arrondir à60 Fr.100 Fr.

totalCHF 56,77

confirmation

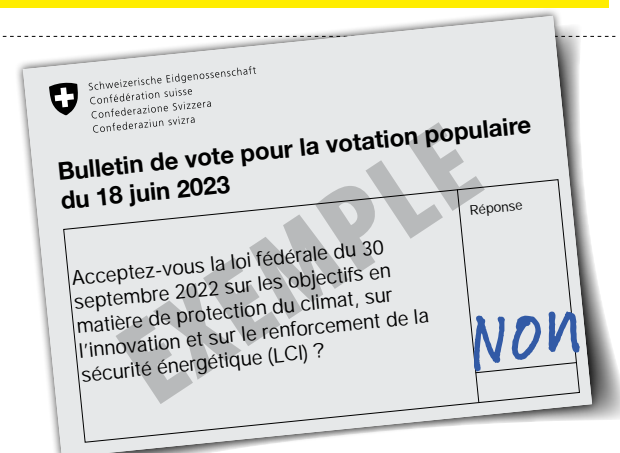
Je veux être informé par e-mail dès que les dépliantes seront envoyés aux codes postaux sponsorisés de ma part.

J'ai lu les conditions générales (CG) et les accepte.*

Commander

Je m'engage pour que nous puissions continuer à bénéficier d'un approvisionnement en électricité sûr et abordable en Suisse !

- ☐ Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les activités de la campagne contre la loi sur le gaspillage de l'électricité
- ☐ Je commande _____ flyers pour des actions de rue ou pour les distribuer lors de manifestations ou dans les boîtes aux lettres.
- ☐ Je sponsorise la distribution par la poste du flyer de campagne directement sur la plateforme d'envoi en ligne <https://www.prospectus-partout.ch/crise-energie-non/sponsoriser> dans les communes que j'ai sélectionnées.
- ☐ Je suis prêt(e) à mettre à disposition mon terrain, ma grange, le mur de ma maison pour placer des affiches de campagne. Merci de m'envoyer :
- _____ affiches en papier A2 (42,0 x 59,4 cm)
- _____ affiches papier F4 format mondial (89,5 x 128 cm)
- _____ affiches candélabre F4 format mondial (89,5 x 128 cm)
- _____ affiches candélabre B1 (70 x 100 cm)
- ☐ J'écris volontiers un courrier de lecteur. Veuillez prendre contact avec moi.
- ☐ Je soutiens la campagne contre le gaspillage de l'électricité par un don.
(les dons peuvent être déduits des impôts cantonaux et fédéraux dans une mesure limitée)
- ☐ Je verse _____ francs sur le compte :
IBAN: CH13 0023 5235 8557 0102 L
- ☐ Veuillez m'envoyer un bulletin de versement.



Adresse du domicile :

Nom / Prénom _____

Rue _____

NPA/Lieu/Canton _____

Téléphone _____

E-mail _____

Date/Signature _____

Découper, photographier ou scanner le talon et l'envoyer à :

Comité interpartis contre la loi sur le gaspillage de l'électricité
c/o UDC Suisse
Case postale
3001 Berne

Téléphone : 031 300 58 58, info@crise-energie-non.ch

www.crise-energie-non.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Edition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern |
Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, Services du Parlement 3003 Berne, Club Energie Suisse, Christoph Keel